

Nous, médecins et scientifiques, alertons sur le décalage croissant entre l'état de la science et la fabrique de la loi

Collectif

Alors que le gouvernement prépare une loi d'urgence agricole, plus de 650 experts dénoncent une politique qui privilégie le court terme au détriment de la remise en cause d'un modèle dont les limites sont établies de longue date par la recherche

Au moment où une nouvelle loi d'urgence pour l'agriculture est annoncée, la France semble rejouer un scénario désormais bien connu. Face à une colère agricole profonde et légitime, la réponse politique privilégie des mesures de court terme, repoussant, une fois encore, l'examen de fond d'un modèle agricole dont les limites sont établies de longue date par la recherche.

Nous, médecins et scientifiques issus de disciplines allant de l'économie à la toxicologie en passant par l'agronomie, prenons aujourd'hui la parole collectivement pour alerter sur le décalage croissant entre l'état des connaissances scientifiques et la fabrique de la loi. Non pour opposer agriculture et environnement, mais pour rappeler la nécessité de les reconnecter, au moment où les orientations politiques adoptées ces dernières années s'éloignent dangereusement de ce que recommande la science.

Destruction de la biodiversité

Le diagnostic est clair. Le système agricole dominant, fondé sur un usage massif d'intrants chimiques et sur des productions standardisées tournées vers l'exportation, affecte à la fois la santé humaine et les écosystèmes, sans pour autant garantir la viabilité économique des exploitations. Le fait qu'un agriculteur sur cinq vive aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, dans une profession marquée par un taux de suicide supérieur à la moyenne nationale, révèle l'impasse de ce modèle.

Ses effets sur la santé ne peuvent plus être ignorés. Les agriculteurs et les travailleurs agricoles, massivement exposés aux pesticides, en sont les premières victimes. De nombreuses études épidémiologiques montrent une incidence accrue de certains cancers (notamment des lymphomes et des myélomes), de maladies neurologiques (comme la maladie de Parkinson), d'affections respiratoires chroniques, ainsi que des atteintes chez les enfants liées à des expositions précoces. Ces risques concernent aussi l'ensemble de la population, notamment via l'eau potable et l'alimentation.

Sur le plan environnemental, les constats sont tout aussi établis. En milieu agricole, les populations d'oiseaux et d'insectes se sont effondrées en quelques décennies : environ – 30 % pour les oiseaux et jusqu'à environ – 80 % pour certains insectes. Ce déclin révèle la perte de mécanismes écologiques essentiels à notre alimentation : pollinisation, fertilité des sols, régulation des ravageurs. Les systèmes intensifs détruisent aujourd'hui la biodiversité dont dépend l'agriculture de demain.

La question de l'eau est emblématique de ce déni. Les Nations unies alertent sur la dégradation rapide des systèmes hydriques, sous l'effet combiné du changement climatique, de la pollution et de la dégradation des sols. A quoi sert-il de tout miser sur le stockage, stratégie déjà largement mobilisée et dont les limites sont connues, si les sécheresses répétées empêchent demain de reconstituer les réserves ? Et à quoi sert-il d'augmenter les volumes prélevés si l'eau continue à être polluée ? En France, près de la moitié des captages d'eau potable ont déjà été fermés, notamment en raison des nitrates et des pesticides.

La science ne dit pas que la transition sera simple, mais que l'inaction coûtera plus cher – en santé publique, en dépollution et en pertes économiques. Ces coûts sont déjà bien réels : environ 19 milliards d'euros en 2021, supportés par l'ensemble de la collectivité à travers les finances publiques et les factures des ménages.

Surtout, les réponses politiques relèvent de solutions palliatives. Elles apaisent certaines tensions immédiates sans traiter la cause centrale de la crise agricole : la rémunération des agriculteurs. Pris dans un modèle fondé sur la spécialisation des exploitations, l'endettement, la dépendance aux intrants et des filières à faible valeur ajoutée, les agriculteurs subissent à la fois la concurrence internationale et la pression des prix exercée par l'agroalimentaire. Ce modèle fragilise ceux qu'il prétend protéger.

Sortir de l'impasse

La recherche montre pourtant qu'il est possible de sortir de cette impasse. Des exploitations durablement sécurisées reposent sur des systèmes agricoles qui créent davantage de valeur pour les agriculteurs et réduisent leur dépendance aux intrants coûteux. Diversification des cultures, semis de variétés résistantes, réintroduction de haies, protection des sols : de nombreuses fermes s'engagent déjà dans ces pratiques agroécologiques.

Ce qui fait défaut aujourd'hui, ce ne sont pas les connaissances scientifiques, mais l'ampleur et la cohérence de l'accompagnement économique, technique et politique des agriculteurs.

Apaiser la souffrance agricole est une nécessité. Mais répondre à une crise sociale sans traiter ses causes profondes, c'est préparer la suivante. Une politique agricole à la hauteur des enjeux actuels ne peut durablement s'écrire contre les connaissances établies, ni au détriment des agriculteurs eux-mêmes. L'urgence agricole existe – mais elle n'est pas celle que l'on prétend.

Parmi les signataires :

Luc Abbadie, professeur émérite d'écologie à Sorbonne Université ; **Sébastien Barot**, directeur de recherche en écologie à l'Institut de recherche pour le développement ;

Marc Billaud, directeur de recherche émérite au CNRS ;

Xavier Coumoul, professeur des universités en toxicologie à l'université Paris Cité ;

Eve Fouilleux, directrice de recherche au CNRS ; **Philippe Grandcolas**, directeur de recherche en écologie au CNRS ; Sandra Lavorel, directrice de recherche au CNRS ; **Valérie Masson-Delmotte**, directrice de recherche du Commissariat à l'énergie atomique, au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, à l'université Paris-Saclay ; **Giovanni Prete**, maître de conférences à l'université Sorbonne-Paris-Nord ; **Pierre Sujobert**, chercheur au Centre international de recherche en infectiologie (Inserm)...

Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://lemonde.fr)